

L'Europe ne souhaite pas manger du cloné



Gentiment, patiemment, les responsables de l'Union européenne développent un dispositif visant à prohiber la consommation de produits alimentaires (viandes, laits, etc.) issus d'animaux clonés ou, plus précisément, de descendants d'animaux clonés obtenus après reproduction sexuée. Dernier élément en date à verser dans ce passionnant dossier: la publication, en octobre dernier, par la Commission européenne des résultats d'une vaste enquête qui ne laissent aucun doute quant à l'opinion des citoyens européens sur ce sujet. Il apparaît ainsi que 81% des 25 000 personnes interrogées, en juillet, dans les 27 Etats européens, postulent que les effets à long terme du clonage animal ne sont pas connus tandis que 84% estiment que l'on manque de recul pour juger des conséquences sanitaires à long terme de la consommation par l'homme d'aliments élaborés directement ou indirectement de mammifères clonés.

«... 43% des Européens affirment qu'ils n'achèteront "certainement jamais de tels produits" ...»

Il n'est pas inintéressant d'observer que, toujours selon ce sondage «Eurobaromètre», 80% des personnes sondées fournissent une définition correcte de la technique du clonage par transfert nucléaire... Au point de vue éthique, 58% des citoyens européens interrogés estiment de plus que la création de mammifères par la technique du clonage à des fins alimentaires «sera toujours injustifiable».

De manière plus prosaïque, 43% des Européens affirment qu'ils n'achèteront «certainement jamais de tels produits» tandis que 38% estiment qu'aucun des arguments sanitaires ou économiques qui leur ont été présentés n'est de nature à justifier la création et l'élevage d'animaux clonés – et de leur descendance – destinés à l'alimentation humaine.

Les députés européens se sont déjà prononcés en faveur de l'interdiction du clonage de mammifères à des fins alimentaires. Les experts du Groupe européen d'éthique des sciences et des

nouvelles technologies avaient émis, dès le mois de janvier 2008, un avis critique sur la commercialisation d'aliments issus de la technique du clonage. Ils invoquaient notamment «les souffrances et les problèmes de santé» des animaux concernés.

Faut-il prendre des mesures, et si oui, lesquelles? La réponse devrait être connue prochainement, au terme d'une «discussion collégiale» réunissant l'ensemble de l'exécutif européen. Rappelons qu'aux Etats-Unis, où la FDA a donné un accord de principe, l'ensemble des acteurs professionnels concernés a de facto accepté d'observer un moratoire.

Jean-Yves Nau
jynau@orange.fr